



PROCEDURE DE MISE EN ŒUVRE DES BONS D'INTERVENTION (BI) SUR LES INSTALLATIONS DU CEA/CESTA

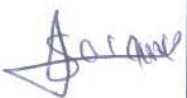



CEA/CESTA/DIR/ISE
DO 39 26/02/07



07ZZAN000051

diffusé le: 26/02/07

CEA/CESTA : DOCUMENT SOUS ASSURANCE QUALITÉ

	RÉDACTEURS		APPROBATEUR	ÉMETTEUR
			Technique	
NOM	J. JACQUES	N. DELAUNAY	JJ. LEFEVRE	P. ZAMORA
FONCTION/ UNITE	Stagiaire DIR/ISE	Ingénieur Sécurité d'Etablissement DIR/ISE	Ingénieur Sécurité d'Etablissement Adjoint DIR/ISE	Directeur Adjoint DIR
DATE	21/06/07	21/06/07	21/06/07	22/06/07
VISA				

SUIVI DES MODIFICATIONS		
ÉDITION	NATURE DES MODIFICATIONS	DATE
A	Edition originale	26/02/07

SOMMAIRE

1.	OBJECTIF	5
2.	DOCUMENTS DE REFERENCE.....	5
3.	GLOSSAIRE.....	5
4.	EXIGENCES DE SECURITE PREALABLE A TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISE EXTERIEURE.....	6
4.1.	CHAMP D'APPLICATION DU DECRET DU 20 FEVRIER 1992	6
4.1.1	RAPPEL	6
4.1.2	ENTITES CONCERNEES	6
5.	MISE EN ŒUVRE DES BONS D'INTERVENTION.....	7
5.1.	FONCTIONS DU BON D'INTERVENTION	7
5.2.	TYPE D'INTERVENTION NECESSITANT UN BON D'INTERVENTION	7
5.3.	PRESTATIONS NE NECESSITANT PAS DE BON D'INTERVENTION.....	7
5.4.	EMISSION DU BON D'INTERVENTION	8
5.5.	CAS DES CONTRATS ANNUELS OU PLURIANNUELS PILOTES PAR LE DLG.....	8
5.6.	CAS DES COMMANDES SPECIFIQUES	9
5.7.	DIFFUSION DU BON D'INTERVENTION	9
5.8.	ARCHIVAGE DU BON D'INTERVENTION	9
	ANNEXE 1 LOGIGRAMME DU BON D'INTERVENTION.....	10
	ANNEXE 2 CONSIGNES GENERALES DE SECURITE	12
	ANNEXE 3 FICHE D'INFORMATION	14
	ANNEXE 4 LISTE DES TRAVAUX DANGEREUX.....	18
	ANNEXE 5 MODELE DU BON D'INTERVENTION	20

1. OBJECTIF

L'objectif de cette procédure est de préciser les démarches à réaliser lors de l'intervention d'une ou plusieurs entreprises extérieures sur le site du CEA/CESTA ou du TEE, pour des travaux réalisés dans le cadre réglementaire du décret N° 92-158 du 20 février 1992.

Le CEA, en qualité d'entreprise utilisatrice, a un devoir de coordination vis-à-vis des entreprises extérieures. Avant le début de l'exécution des travaux par une entreprise extérieure, le CEA devra s'assurer dans tous les cas :

- que l'entreprise intervenante s'engage à assurer sa prestation avec du personnel dont la qualification et la compétence professionnelle sont en accord avec les exigences techniques et professionnelles de l'opération,
- qu'il a été prévu dans le contrat passé avec l'entreprise extérieure que le CEA se réserve le droit de refuser la poursuite des opérations lorsque les conditions de son intervention ne lui paraissent pas satisfaire à ses exigences en matière de sécurité.

2. DOCUMENTS DE REFERENCE

- [1] Décret N° 92-158 du 20 février 1992.
- [2] Circulaire DCS N° 14 « Missions du Chef d'Installation en matière de sécurité ».
- [3] Document MR/DPSN/SSC/SEC/RET/4.2/0131 du 11 novembre 2006 « Guide relatif à la maîtrise des risque d'interférence lors d'interventions extérieures au CEA ».
- [4] Circulaire sécurité N° 4 : CEA/CESTA/DIR/ISE DO 104 du 29/05/2007..
- [5] Protocole de sécurité : SYM S0821 ZEE PRO 04000287 plus parties spécifiques installations.

3. GLOSSAIRE

BI	Bon d'Intervention
CESTA	Centre d'Etudes Scientifique et Technique d'Aquitaine
CI	Chef d'Installation
DLG	Département Logistique et Gestion
EE	Entreprise Extérieure
EU	Entreprise Utilisatrice
IPC	Inspection Préalable Commune
ISI	Ingénieur Sécurité d'Installation
PdP	Plan de Prévention
TCI-sécurité	Technicien de Conduite d'Installation Sécurité
TEE	Terrain d'Expérimentation Extérieur
VRP	Vérifications Règlementaires Périodiques
AS	Animateur Sécurité

4. EXIGENCES DE SECURITE PREALABLE A TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISE EXTERIEURE

Toute intervention d'entreprise extérieure intervenant sur le CEA/CESTA ou le TEE, dans le cadre du décret de 1992, nécessite que soient réalisées au préalable les actions suivantes :

- La réalisation d'une réunion de concertation avant le début des travaux, désignée l'Inspection Préalable Commune (IPC).
- La traçabilité de l'analyse des risques d'interférence dans un document écrit. Ce document, intitulé Plan de Prévention (PdP) doit être obligatoirement réalisé lorsque la durée des travaux est supérieure à 400 heures ou lorsque au moins un des travaux à exécuter figure dans la liste des travaux dangereux. Il a valeur réglementaire et contractuelle entre le CEA et les entreprises intervenantes. (Cf. annexe 4)
- En tant que de besoin, des analyses complémentaires des risques tracées dans un document écrit et pouvant servir dans certains cas d'avenant (Cf. déf Avenant dans CS04) au plan de prévention. Ce document est intitulé **Bon d'Intervention (BI)** et doit être réalisé même lorsque les travaux ont une durée inférieure à 400 heures et ne figurent pas sur la liste des travaux dangereux.

4.1. CHAMP D'APPLICATION DU DECRET DU 20 FEVRIER 1992

4.1.1 RAPPEL

Le décret du 20 février 1992 définit les règles de coordination de la prévention que doivent respecter les Entreprises Utilisatrices (EU) quand elles font réaliser une opération par une entreprise extérieure. Ces règles ont pour but de « **prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu de travail** » occupées ou non à une même opération.

Une opération est un ensemble de prestations de service ou de travaux réalisés par une ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif.

4.1.2 ENTITES CONCERNEES

- Les entreprises extérieures réalisant des prestations sur un site CEA : sociétés de travaux, maintenance, restauration, entreprises extérieures exécutant des travaux pour les unités implantées.
- Les entreprises extérieures titulaires de contrats pluriannuels avec le CEA, et présentes ou non de façon continue sur le CEA (entreprise de maintenance, reprographie, nettoyage, informatique...).
- Les travailleurs indépendants.
- Toutes entreprises intervenant sur le CEA/CESTA, même occasionnellement.

5. MISE EN ŒUVRE DES BONS D'INTERVENTION

Aucune intervention d'entreprise extérieure ne peut avoir lieu sans accord préalable du Chef d'Installation tracé dans le Bon d'Intervention.

5.1. FONCTIONS DU BON D'INTERVENTION

Le Bon d'Intervention (annexe 1) remplit les fonctions suivantes :

- complément des plans de prévention afin d'analyser au plus près de chaque intervention les risques d'interférence liés à la présence d'entreprises extérieures,
- traçabilité de l'analyse des risques d'interférence quand le plan de prévention écrit n'est pas requis,
- autorisation de travail prouvant que le Chef d'Installation est informé et accepte l'intervention d'une entreprise dans son installation,
- information du Chef d'Installation de la fin de chantier par retour du Bon d'Intervention signé par l'Entreprise Extérieure.

5.2. TYPE D'INTERVENTION NECESSITANT UN BON D'INTERVENTION

Toute intervention à caractère technique, pouvant présenter un risque d'interférence avec d'autres activités, nécessite obligatoirement l'établissement d'un Bon d'Intervention, en particulier les activités suivantes :

- travaux à l'intérieur ou l'extérieur d'un bâtiment,
- maintenance préventive ou corrective,
- Vérifications Règlementaires Périodiques (VRP),
- entretien des espaces verts,
- manutention.

5.3. PRESTATIONS NE NECESSITANT PAS DE BON D'INTERVENTION

Les Bons d'Intervention ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

- nettoyage tertiaire récurrent dans les bureaux ou espaces communs des bâtiments administratifs,
- pause restauration,
- dépannage informatique (SVP 15) dans les bureaux,
- livraison et récupération du courrier,
- entretien des photocopieurs,
- rondes quotidiennes sans intervention technique (relevé de compteur, vérification climatisation...),
- transport limité à l'enlèvement et à la livraison de matériel,
- intervention en astreinte ou en Heures Non Ouvrables (HNO),
- petits travaux de maintenance corrective dans les bureaux tels que changement d'ampoule, piles de Bip...

5.4. EMISSION DU BON D'INTERVENTION

Le Bon d'Intervention sera initié par toute personne chargée de faire intervenir une entreprise extérieure dans un bâtiment :

- service Technique et Logistique,
- Chef d'Installation ou son représentant,
- éventuellement, entreprises extérieures titulaires des contrats de prestations de service SVP 13, SVP 16 et SPV 15...

Ce Bon d'Intervention sera émis et complété avant toute intervention d'une entreprise dans une installation.

Il sera renseigné et signé conjointement par l'entreprise extérieure et le représentant du Chef d'Installation. Dans le cas de travaux pilotés par le service Technique et Logistique, la présence du chargé d'opération du service technique est requise pour l'établissement et la signature du BI. Le Chef d'Installation devra avoir établi au préalable une liste de personnes auxquelles il délègue la signature des Bons d'Intervention.

Les représentants peuvent être désignés parmi les fonctions suivantes :

- Chef d'Installation Suppléant,
- Chef de bâtiment,
- Ingénieur Sécurité,
- Animateur Sécurité,
- TCI-sécurité,
- Chef de laboratoire.

Il n'y pas de délégation de responsabilités du Chef d'Installation vers son représentant. Cependant, le Chef d'Installation devra s'assurer que son ou ses représentants désignés pour la signature des BI ont reçu la formation adéquate afin de remplir cette mission. En particulier, ils devront avoir une bonne connaissance des installations dans lesquelles interviennent les EEI, des consignes de sécurité applicables, ainsi que du décret de 92 et de la liste des travaux dangereux.

5.5. CAS DES CONTRATS ANNUELS OU PLURIANNUELS PILOTES PAR LE DLG

L'Entreprise Extérieure titulaire d'un contrat annuel ou pluriannuel pourra avoir à sa disposition les formulaires de Bons d'Intervention comportant les références du marché et du plan de prévention correspondant.

Chaque salarié de l'entreprise extérieure chargé d'intervenir dans un bâtiment du CESTA ou du TEE devra, au préalable, faire compléter et signer son Bon d'Intervention par le Chef d'Installation ou son représentant.

5.6. CAS DES COMMANDES SPECIFIQUES

Le(s) salarié(s) d'entreprise extérieure, titulaire d'une commande, ayant à intervenir dans un bâtiment du CESTA ou du TEE devra au préalable prendre contact avec :

- le chargé d'opération du service Technique et Logistique dans le cas de travaux pilotés par le STL,
- le Chef d'Installation ou son représentant dans les autres cas.

Les risques relatifs à l'intervention, identifiés au cours de l'Inspection Préalable Commune, vont permettre de déterminer si l'établissement du plan de prévention est obligatoire, en fonction de la durée et de la nature des travaux à effectuer.

Dans tous les cas, avant toute intervention dans un bâtiment du CESTA ou du TEE, le(s) salarié(s) de l'entreprise extérieure devra prendre contact avec le Chef d'Installation ou son représentant afin de compléter et signer le Bon d'Intervention.

S'il n'est pas nécessaire de réaliser un plan de prévention, une fiche d'information opération devra être complétée, jointe au Bon d'Intervention, et remise à l'entreprise extérieure intervenante et dans tous les cas, la consigne générale de sécurité devra être remise aux agents intervenants, (annexe 2).

L'objectif est de s'assurer que tout personnel d'Entreprise Extérieure intervenant sur une installation du CESTA ou du TEE a pris connaissance, au préalable, des consignes générales de sécurité.

5.7. DIFFUSION DU BON D'INTERVENTION

Le Bon d'Intervention sera conservé par le(s) salarié(s) d'entreprise extérieure pendant toute la durée de l'intervention, et remis à l'installation en fin d'intervention.

5.8. ARCHIVAGE DU BON D'INTERVENTION

Le Bon d'Intervention est un complément au plan de prévention, il sera conservé par l'installation avec le plan de prévention initial et tous ses avenants, pendant une durée égale à un an au moins après la fin des travaux.

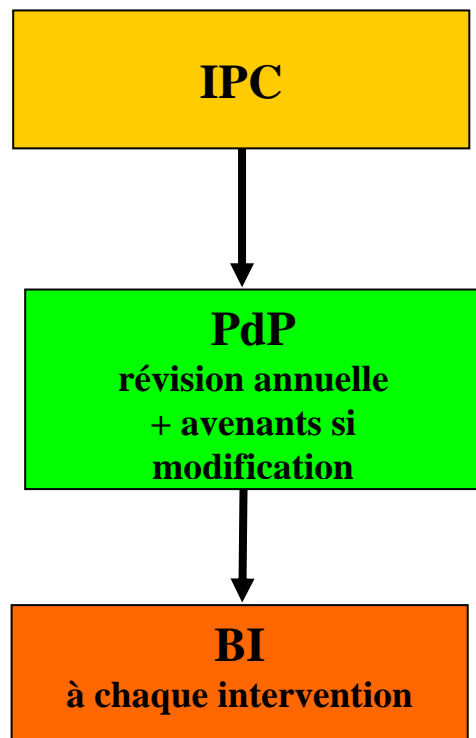
Si le Bon d'Intervention n'est rattaché à aucun plan de prévention, il devra être conservé également pendant un an au minimum.

Les Bons d'Intervention font partie du référentiel sécurité de l'installation.

Annexe 1

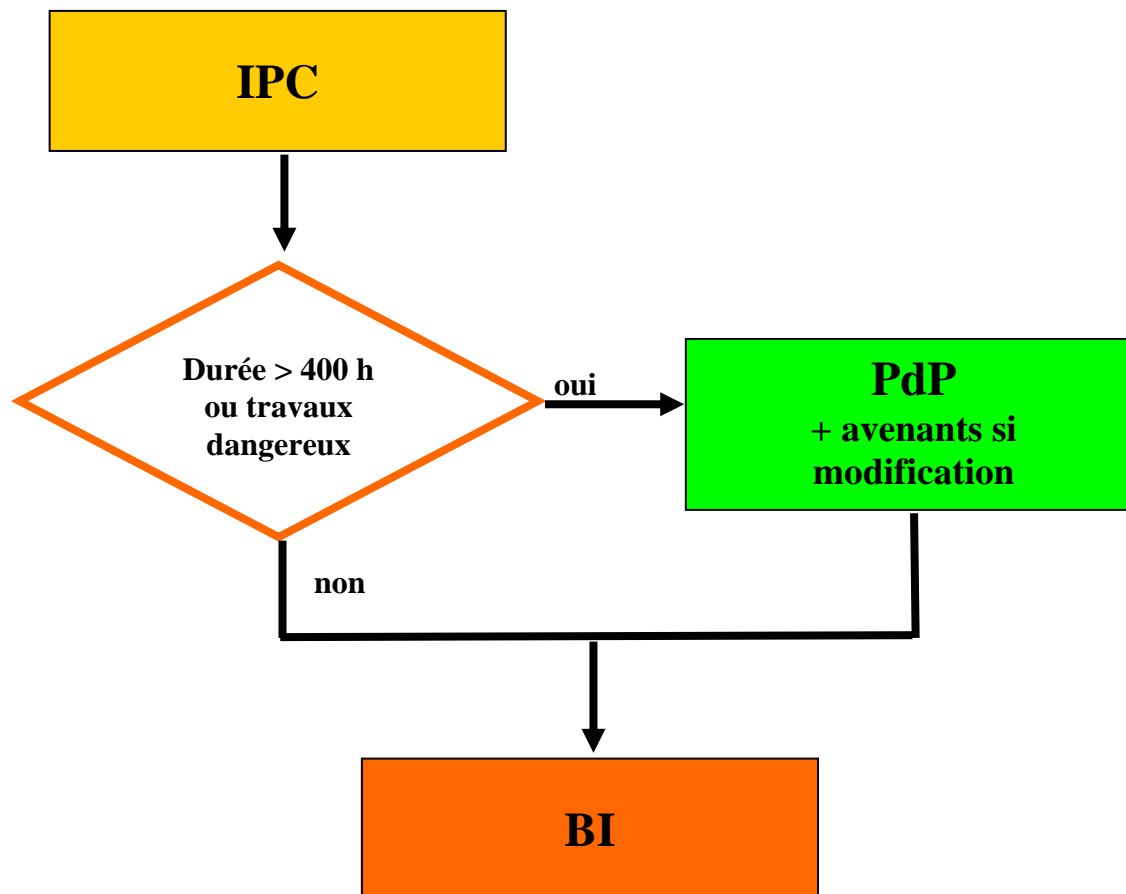
Logigramme du Bon d'Intervention

Contrat annuel ou pluriannuel



IPC Inspection Préalable Commune
PdP Plan de Prévention
BI Bon d'Intervention

Commande spécifique



Annexe 2

Consignes générales de sécurité



Bienvenue - au Cesta

Vous allez intervenir sur
le site du CEA/CESTA.

Veuillez prendre connaissance
des consignes générales de
sécurité du présent document.



Règlement intérieur du centre

La prévention et l'évaluation des risques, des accidents du
travail et des maladies professionnelles sont l'objet de
l'attention permanente du CEA/CESTA.

Elles requièrent de chaque personne travaillant sur le site le strict
respect des prescriptions générales applicables en matière
d'hygiène et de sécurité.

CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

CIRCULATION & STATIONNEMENT

Le code de la route est applicable sur le centre.



Véhicule
léger



Poids
lourd



**SORTIE
DE SECOURS**



Il est interdit de stationner en dehors des zones prévues à cet effet, et en
particulier sur les places handicapés, devant les accès bâtiments et les
bouches incendie, sur les voies piétonnières et les places réservées à la FLS.

ZONE PYROTECHNIQUE



Présence
d'explosifs



Absence
d'explosifs



Utilisation des téléphones
portables interdite



Interdiction
de fumer



Accès interdit sans
raison professionnelle

RISQUE INCENDIE



Travaux par point chaud
soumis à permis de feu



Interdiction de
fumer en forêt



Pour tout travaux par point chaud,
se munir d'un extincteur en état de
marche et conforme à la classe de
feu.

SANTE & SECURITE



Interdiction de fumer
dans tous les locaux



Interdiction d'introduire et
de consommer de l'alcool

INCENDIE & ACCIDENT

APPELEZ LA FLS

Portable : 05 57 04 65 90
05 57 04 65 91



Ne transportez jamais un blessé

SECURITE & PROPRETE DU CHANTIER



Baliser le chantier ou la
zone d'intervention.

Vérifier le balisage avant
de quitter le chantier.



Ne pas encombrer les voies d'accès,
notamment pour les secours.

Nettoyer régulièrement votre chantier.
Ramasser et trier vos déchets.



Annexe 3

Fiche d'information

OPERATION – FICHE D'INFORMATIONS ⁽¹⁾



Personnels concernés à contacter

Chefs d'Installation :

Poste : 05 57 04

Ingénieurs de Sécurité d'Installation :

Poste : 05 57 04

Chargé d'opération :

Poste : 05 57 04

Autre personne :

Poste : 05 57 04

Appel interne



Informations complémentaires

Inspection du Travail
118 cours du Maréchal Juin
33075 Bordeaux

15 Médecine du Travail – CESTA Bât.

Médecin SST : 4 48 10
Secrétariat SST : 4 47 01



Appel des secours

Accident, incendie, malaise,
Odeur suspecte

APPELEZ LA FLS

Portable : 05 57 04 65 90
05 57 04 65 91



Ne transportez jamais un blessé

⁽¹⁾ Pour les travaux, page à afficher sur le lieu de l'opération quand son périmètre est délimité (chantier, local, etc...) ou à conserver dans le véhicule de chantier lors de travaux en extérieur.



Bienvenue au Cesta

Vous allez intervenir sur
le site du CEA/CESTA.

Veuillez prendre connaissance
des consignes générales de
sécurité du présent document.



Règlement intérieur du centre

La prévention et l'évaluation des risques, des accidents
du travail et des maladies professionnelles sont l'objet de
l'attention permanente du CEA/CESTA.

Elles requièrent de chaque personne travaillant sur le site le strict
respect des prescriptions générales applicables en matière
d'hygiène et de sécurité.

CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

CIRCULATION & STATIONNEMENT

Le code de la route est applicable sur le centre.



Véhicule
léger



Poids
lourd



SORTIE
DE SECOURS



Il est interdit de stationner en dehors des zones prévues à cet effet, et en particulier sur les places handicapés, devant les accès bâtiments et les bouches incendie, sur les voies piétonnières et les places réservées à la FLS.

ZONE PYROTECHNIQUE



Présence
d'explosifs



Absence
d'explosifs



Utilisation des téléphones
portables interdite



Interdiction
de fumer



Accès interdit sans
raison professionnelle

RISQUE INCENDIE



Travaux par point chaud
soumis à permis de feu



Interdiction de
fumer en forêt



Pour tout travaux par point chaud,
se munir d'un extincteur en état de
marche et conforme à la classe de
feu.

SECURITE & PROPRETE DU CHANTIER



Baliser le chantier ou la
zone d'intervention.

Vérifier le balisage avant
de quitter le chantier.



Ne pas encombrer les voies d'accès,
notamment pour les secours.

Nettoyer régulièrement votre chantier.
Ramasser et trier vos déchets.



SANTE & SECURITE



Interdiction de fumer
dans les locaux collectifs



Interdiction d'introduire et
de consommer de l'alcool

TRAVAILLEUR ISOLE

Avant toute situation de travail isolé, se
procure auprès de la FLS un moyen
de communication spécifique (PTI).





Dispositions applicables sur le site

- * Code du travail.
- * Code de la route.
- * Règlement intérieur.
- * Règlement applicable aux entreprises extérieures.
- * Règlement des installations, bâtiments, locaux mis à disposition des entreprises extérieures.

* Autre(s) document(s) :



Complément à l'Inspection commune préalable à l'opération

Commentaires à l'issue de l'inspection commune préalable :

• Intervention sur un système de sécurité (travaux, inhibition prolongée, test, recette...) :

- ☐ Non.
- ☐ Oui.
 - ☐ Détection incendie impactée → Rédaction du document « avis de dégradation d'un SSI » (sauf pour inhibition, test ou recette journalière)
 - ☐ Détecteur ionique impacté → Application de la procédure SYM S0821 ZAL PRO 05 ZZAL 000583 (rappel : seule l'entreprise de maintenance courant faible est autorisée à intervenir sur les détecteurs d'incendie ioniques ou à les démonter)
 - ☐ Autres types de détecteur incendie impacté
 - ☐ Autres systèmes de sécurité (à préciser) :



Visa du document

Entreprise :				
Nom :				
Visa :				
Entreprise :				
Nom :				
Visa :				

Annexe 4

Liste des travaux dangereux


Arrêté du 19 mars 1993

Fixant, en application de l'article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi, par écrit, un plan de prévention :

1. travaux exposant à des rayonnements ionisants,
2. travaux exposant à des substances et préparations explosives comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérigènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens de l'article R.231-51 du code du travail,
3. travaux exposant à des agents biologiques pathogènes,
4. travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
5. travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues à l'article R.233-11 du code du travail, ainsi que les équipements suivants :
 - véhicules à benne basculante ou cabine basculante,
 - machine à cylindre,
 - machines présentant les risques définis aux deuxième et troisième alinéas de l'article 233-29 du code du travail,
6. travaux de transformation au sens de la norme NF P 82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voiture,
7. travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température,
8. travaux comportant le recours à des ponts roulant ou des grues ou transstockeurs,
9. travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mis à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation,
10. travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la TBT,
11. travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R.233-9 du code du travail,
12. travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n°65-48 du 8 janvier 1965,
13. travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB,
14. travaux exposant à des risques de noyade,
15. travaux exposant à un risque d'ensevelissement,
16. travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article 170 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965,
17. travaux de démolition,
18. travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée,
19. travaux en milieu hyperbare,
20. travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3A selon la norme NF EN 60825,
21. travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un " permis de feu".

Annexe 5

Modèle du Bon d'Intervention

	BON D'INTERVENTION		Réf. Date
	<p>A établir avant toute intervention dans une installation par une entreprise extérieure pendant les heures ouvrables. Ce document doit être en possession de l'intervenant pendant la durée de l'opération. Le BI doit être remis à l'installation en fin d'intervention.</p>		
N° commande (contrat)	Plan de prévention	<input type="checkbox"/> Oui → <input type="checkbox"/> Non →	Réf. PdP : Réalisation d'une IPC
<small>Lorsque le PdP écrit n'est pas requis, ce document, établi en collaboration entre le CEA et l'EE, tient lieu d'IPC. (IPC : Inspection préalable commune)</small>			
Demandeur :	Tél. :	Bât. :	Pièce :

Lieu de l'intervention CESTA <input type="checkbox"/> TEE <input type="checkbox"/>			
Service :	Bâtiment :	Pièce :	Equipement :

Date de début :	Date de fin prévisionnelle :
Libellé :	Nature de l'intervention Travaux <input type="checkbox"/> Maintenance <input type="checkbox"/> Prestation informatique <input type="checkbox"/> Prestation logistique <input type="checkbox"/> Autre : <input type="checkbox"/>

Risques : ☐ Inclus dans le PdP ☐ Modifiant le PdP ☐ PdP non requis

Analyse des risques liés à la coactivité		Mesures de prévention		A charge de	
Présents sur les lieux	Dus aux travaux			CEA	EE
<input type="checkbox"/>	Incendie	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Chimique	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Electrique	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Mécanique	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Gaz comprimés	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Manutention	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Risque de chute : Travaux en hauteur, excavations	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Bruits – vibrations	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Odeur	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Explosif – Pyrotechnie	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Circulation d'engins	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Matériaux inflammables	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Laser	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Poussières – pollution	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Cryogénie	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>	Autres	<input type="checkbox"/>			

Procédures complémentaires

Consignation/Déconsignation ☐ Permis de feu ☐ Inhibition DAI ☐

Gestion des Déchets A la charge du CEA ☐ de l'EE intervenante ☐ sans objet ☐
(décret du 13.07.93)

Protocole de transport : ____ Oui ☐ Non ☐ Sans objet ☐

Visa avant intervention Date : _____

CI (ou délégataire) :	Chargé d'opération	Entreprise extérieure 1	Entreprise extérieure 2:
Nom :	Nom :	Nom (s) :	Nom (s) :
Visa :	Visa :	Visa :	Visa :

Date de fin : _____ **Visa de l'EEI en fin d'intervention :**

CEA/CESTA/DIR/ISE version du 20/03/07 modifiée suite à réunion ISI+ISE du 02/03/07

C.E.A. - DAM

1. Organisme Emetteur (*) Centre CESTA Direction DAM Département DIR Service ISE Section		2. Classification (**) : DO	
		3. Référence à E.P : Projet : Contrat :	
IDENTITÉ DU DOCUMENT			
4. Nature Procédure	5. Identification Document secret Autres documents DO 39		6. Date 26/02/07
7. Nbre de pages 23			
8. AUTEUR (S) : J. JACQUES – N. DELAUNAY			
9. TITRE : Procédure de mise en œuvre des Bons d'Intervention (BI) sur les installations du CEA/CESTA			
10. RÉSUMÉ L'objectif de cette procédure est de préciser les démarches à réaliser lors de l'intervention d'une ou plusieurs entreprise(s) extérieure(s) sur le site du CEA/CESTA ou du TEE, pour des travaux réalisés dans le cadre réglementaire du décret N° 92-158 du 20 février 1992.			
11. DESCRIPTEUR (S) PROPOSÉ (S) Bon d'intervention – Plan de Prévention – Sécurité			
Partie réservée au BCA et à ODIR			
N° informatique : Nature du mouvement : Diffusion Extérieure E - I		N° du bulletin de résumés : n° bobine Microfilm n° dossier	
Code de classement			

(*) Sigles

(**) Rayer la mention inutile

DIFFUSION

Tous les Chefs d'Installation :

CAPBERN Bernard	DEV/SDET
FARAIL François	DEV/SEMR
CARLOTTI Xavier	DEV/SIS
GARAT Jeanne	DIA
HENNEQUIN Denis	DIA/SCDA
VIELLOTTE Marc	DIA/SPMA
SANNEQUIN Didier	DIA/SPMA/ILO
RICHER Jean	DIR/AS
THIEC Jean Pierre	DLG
KIESSER Richard	DLG/FLS
TAILLEUR Marie Hélène	DLG/SPR
BOUQUET Jean Jacques	DLG/STIA
POQUET Delphine	DLG/STL
JOUSSE Franck	DLP/SCAL
DESENNE Denis	DLP/SEM
ESCAFFRE-FAURE Rémy	DLP/SLIL
SCHMIEDER Laurent	LMJ

Tous les Ingénieurs Sécurité d'Installation :

PECH Christophe	DEV
BELIARD Pierre	DEV/SDET
LORRIOT Christophe	DEV/SDET
RODRIGUEZ Gilles	DIA
LANSON Charlie	DIA/SPMA/ILO
SAUTAREL Laurent	DLG
MUSSO Michel	DLG/FLS
STRAZIELLE Henry Paul	DLG/SPR
GOUIN Francis	DLG/STIA
COQUERY Daniel	DLG/STL
MACCARIO Rémi	DLG/STL
VALLA Denis	DLP/SCAL
COQUELET Frédéric	DLP/SEM
WINTER Patrice	DLP/SEM
BETTINGER Daniel	DLP/SLIL
GAUTHERON Yvelène	DLP/SLIL

Copies :

CESTA/DIR
CESTA/DIA
CESTA/DEV
CESTA/DLG
CESTA/DLP
CEA/DLG/STL
CESTA/DLG/STIA
CESTA/DIR/ISE
CESTA/BCA